

Les Politiques Publiques D'amélioration Du Vécu Quotidien Du Peuple Congolais Sous Le Mandat De Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo : Analyse Critique Et Perspectives

Paul BOSANDJA MOKILI¹, Samuel KWENIHIRA KANDOLE², Junior MULAMBA KADIMASHI³,
Greddy TSHIBUABUA NGOYI⁴, Julien Yangonde Kalokola⁵

^{1,2,3,4,5}Centre de Recherche en Sciences Humaines au Département des Sciences Politiques, Administratives, Relations Internationales et Bonne gouvernance, the Democratic Republic of the Congo

Corresponding Author : Julien Yangonde Kalokola, kalokolajulien@gmail.com



Résumé : Cet article analyse les politiques publiques mises en œuvre sous la présidence de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo en vue d'améliorer le vécu quotidien du peuple congolais, autour du slogan « *Le peuple d'abord* ». Malgré ses richesses naturelles, la RDC reste confrontée à une pauvreté massive (68-73 %), un chômage structurel élevé, une insécurité persistante à l'Est et des infrastructures défectueuses. Pour pallier à cette situation, le gouvernement a initié plusieurs mesures phares, dont la gratuité de l'enseignement primaire, le PDL-145T, l'état de siège à l'Est, des infrastructures d'eau et de transport, ainsi que des actions sociales. Cependant, ces initiatives, souvent sectorielles et à court terme, restent insuffisantes face aux contraintes structurelles (héritage du passé, corruption, instabilité politique et croissance peu inclusive).

Ainsi, s'inspirant de la théorie de l'acteur stratégique de Crozier et Friedberg, l'étude plaide pour une synergie nationale entre le peuple, le gouvernement et les acteurs politiques afin d'atteindre un développement durable et inclusif.

En définitive, l'article démontre qu'en dépit des progrès notables, l'amélioration du vécu quotidien reste limitée. Seule une mobilisation collective permettra au peuple congolais de devenir l'artisan de son propre destin.

Mots-clés : Politiques publiques, vécu quotidien, pauvreté, PDL-145T, synergie nationale.

INTRODUCTION

Le présent article porte sur les politiques publiques mises en œuvre sous le règne de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo en vue d'améliorer le vécu quotidien du peuple congolais. Il s'agit d'analyser dans quelle mesure les actions gouvernementales ont répondu à l'aspiration populaire exprimée par le slogan « *Le peuple d'abord* », dans un pays confronté à une pauvreté structurelle massive, un chômage endémique, une insécurité persistante (notamment à l'Est), un accès très limité aux services sociaux de base (éducation, santé, eau, électricité) et une gouvernance marquée par des contraintes héritées du passé.

Malgré son immense potentiel en ressources naturelles, la RDC reste l'un des pays les plus pauvres du monde : environ 72-73 % de la population vit sous le seuil de pauvreté international (2,15 USD/jour) en 2024-2025, avec un revenu par habitant parmi les plus bas du continent. Le problème central est donc le décalage entre les promesses d'alternance pacifique de 2019 et l'impact réel sur les conditions de vie quotidiennes des Congolais.

De nombreuses études ont déjà documenté la pauvreté et les défis socio-économiques en RDC. Les travaux classiques comme l'*Analyse participative de la pauvreté* du Ministère du Plan (2005) ou ceux de Jonas Kibala Kuma (2020) sur la

pauvreté et le chômage ont identifié les problèmes récurrents : insécurité alimentaire, infrastructures défectives, faible revenu, chômage structurel, mauvaise gouvernance et exclusion.

Par ailleurs, sous le mandat de Félix Tshisekedi (depuis 2019), plusieurs initiatives ont été lancées, notamment, la gratuité de l'enseignement primaire (bénéficiant à plusieurs millions d'enfants supplémentaires), le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) avec construction d'écoles et centres de santé, état de siège à l'Est (2021), inaugurations d'usines de traitement d'eau, lutte contre la délinquance juvénile etc. Des progrès macroéconomiques ont également été enregistrés, notamment la croissance soutenue par le secteur minier, la réduction de l'inflation etc.

Ces actions, bien que louables, présentent des limites importantes. Elles restent souvent sectorielles et à court terme, sans suffisamment transformer les structures profondes de l'économie. La croissance minière n'est pas suffisamment inclusive du fait qu'elle bénéficie peu aux populations locales et ne crée pas assez d'emplois formels. L'insécurité à l'Est persiste malgré l'état de siège, la corruption et les antivaleurs demeurent, et le train de vie des institutions absorbe une part disproportionnée du budget au détriment des investissements sociaux. La pandémie de COVID-19 et les contraintes politiques initiales ont ralenti les réformes. Au final, le taux de pauvreté reste extrêmement élevé et le vécu quotidien de la majorité des Congolais s'est peu amélioré.

Eu égard de ce qui précède, cette étude se distingue par son approche intégrée et stratégique. Au-delà d'un simple bilan des actions gouvernementales, elle adopte la théorie de l'acteur stratégique (Crozier et Friedberg) pour analyser les interactions entre le peuple, les acteurs politiques et le gouvernement. Elle met l'accent sur la nécessité d'une synergie collective (peuple-acteurs-gouvernement) pour dépasser l'approche descendante traditionnelle. Elle évalue non seulement les politiques étatiques, mais aussi le rôle actif du peuple et des acteurs non étatiques, tout en proposant un cadre opérationnel de partenariat durable centré sur l'intérêt général.

Ainsi, pour mener à bien cette étude, nous nous posons la question de savoir, dans quelle mesure les politiques publiques mises en œuvre sous le mandat de Félix Antoine Tshisekedi ont-elles contribué à l'amélioration effective du vécu quotidien du peuple congolais, et quelles stratégies complémentaires sont nécessaires pour des résultats durables ?

L'hypothèse de recherche serait que malgré des avancées sectorielles réelles, les politiques publiques resteraient insuffisantes en raison de contraintes structurelles (héritage historique, instabilité politique, moyens disproportionnés et focalisation électorale). Une amélioration significative du vécu quotidien ne pourra être atteinte que par une implication synergique de tous les acteurs (peuple, gouvernement, classe politique) autour d'un cahier des charges socio-économique prioritaire et partagé.

Sur le plan méthodologique, l'étude repose sur la méthode de l'analyse stratégique pour nous permettre d'identifier les acteurs, leurs intérêts, leurs ressources, leurs alliances et la zone d'incertitude qui structurent leur fonctionnement ainsi qu'aux différentes techniques, notamment d'observation, d'analyse de contenu des médias et discours politiques, documentaire (rapports officiels, Banque mondiale, études académiques, Constitution, discours présidentiels) et d'entretiens exploratoire (focus sur Kinshasa et certaines provinces).

Outre l'introduction et la conclusion, le présent article se divise en trois (3) principaux points, il s'agit notamment de(s) :

- Notions de politiques publiques et stratégies des acteurs ;
- L'analyse des politiques publiques mises en place ;
- Contributions pour améliorer le vécu quotidien.

I. NOTIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES ET STRATÉGIES DES ACTEURS

I.1. Notion de politique publique

Les politiques publiques désignent l'ensemble des actions, décisions et programmes élaborés et mis en œuvre par les autorités publiques (gouvernement central, administrations locales et décentralisées) afin de résoudre des problèmes collectifs, de répondre aux besoins de la société et d'orienter les transformations socio-économiques. Elles se traduisent par des plans d'action concrets, dotés de ressources budgétaires, humaines, techniques et matérielles, et s'inscrivent dans une vision stratégique à moyen et long terme.

Selon une définition classique largement reprise dans la littérature francophone, une politique publique est « *un programme d'action propre à une ou plusieurs autorités publiques ou gouvernementales* » (Thoenig, 1985). Elle peut également être entendue comme « *un document rédigé par des acteurs gouvernementaux présentant leur vision d'un enjeu susceptible d'une action publique et, accessoirement, les aspects légaux, techniques, pratiques et opérationnels de cette action* ». Elle constitue par ailleurs le processus par lequel des élus et décideurs publics décident d'intervenir sur un problème social, économique, sécuritaire ou environnemental jugé prioritaire.

Les politiques publiques ne relèvent pas du monopole exclusif de l'État. Elles intègrent de plus en plus les acteurs non étatiques : société civile, organisations internationales (PNUD, Banque mondiale, etc.), secteur privé et partenaires techniques et financiers qui apportent leur expertise, leur légitimité, leurs ressources ou leur capacité d'innovation. Cette gouvernance multi-acteurs est particulièrement visible dans les pays en développement confrontés à des contraintes budgétaires et institutionnelles fortes.

Leur élaboration suit généralement un cycle des politiques publiques comportant plusieurs étapes :

- **Mise sur agenda** (identification et priorisation des problèmes) ;
- **Formulation** (conception des solutions et arbitrage) ;
- **Adoption** (décision politique et législative) ;
- **Mise en œuvre** (exécution et allocation des ressources) ;
- **Évaluation** (mesure des impacts et ajustements).

Sous le règne du Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, les politiques publiques s'articulent autour de piliers stratégiques clairement identifiés dans son discours d'investiture de 2019, le Programme présidentiel (transformé en programme gouvernemental), le Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2019-2028) et surtout le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), considéré comme l'un des instruments phares de sa vision « *Le peuple d'abord* ».

Parmi les axes prioritaires figurent :

- La pacification du pays et la restauration de l'autorité de l'État ;
- La lutte contre la corruption et les crimes économiques ;
- Le renforcement de l'État de droit ;
- La bonne gouvernance des ressources naturelles, des entreprises publiques et des finances publiques ;
- La promotion de l'emploi, de la formation professionnelle continue et de l'entrepreneuriat ;
- Le développement de l'agriculture, de l'agro-industrie et la diversification de l'économie ;
- La lutte contre la pauvreté et la marginalisation sociale ;

- L'amélioration des conditions sociales, notamment via l'éducation (considérée comme principal ascenseur social) et l'accès universel aux soins de santé avec couverture maladie ;
- Le développement des secteurs de l'eau, de l'électricité et des infrastructures de base.

Ces piliers visent à traduire concrètement le slogan « *Le peuple d'abord* » en actions tangibles, en mettant l'accent sur la proximité de l'État avec les populations, particulièrement dans les territoires ruraux et périurbains longtemps marginalisés. Le PDL-145T, doté d'un budget conséquent et exécuté en partenariat avec le PNUD, le BCECO et la CFEF, incarne cette ambition de développement inclusif et décentralisé.

I.2. Stratégies politiques et attentes populaires à la croisée de chemin

I.2.1. Identification des problèmes socio-économiques du peuple congolais

Malgré ses immenses richesses naturelles, coltan, cobalt, cuivre, diamants, pétrole, forêts tropicales couvrant plus de 60 % de son territoire, terres arables vastes et un potentiel hydroélectrique parmi les plus élevés au monde (Inga), la République Démocratique du Congo reste paradoxalement l'un des pays les plus pauvres de la planète. Cette « *malédiction des ressources* » s'explique par des décennies de mauvaise gouvernance, de conflits armés récurrents, d'instabilité politique et d'exploitation prédatrice des richesses.

Selon les données les plus récentes de la Banque mondiale et de l'Institut National de la Statistique (INS, 2026), environ 68 à 73 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (ligne internationale de 2,15 USD/jour en 2017 PPP), avec des estimations atteignant 78-81 % selon le seuil de 3 USD/jour. Le pays se classe 180^e sur 193 au classement de l'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD (2022-2024), avec un score de 0,481.

Les problèmes prioritaires, déjà identifiés dans l'Analyse participative de la pauvreté du Ministère du Plan (2005) et confirmés par des études récentes (Banque mondiale, BTI 2026, PNUD, IPC), incluent :

- ***L'insécurité alimentaire chronique*** : Plus de 24,8 à 26,6 millions de personnes (environ 22 % de la population) sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë (phases 3 à 5 de l'IPC) en 2025-2026, particulièrement dans l'Est du pays en raison des conflits. Le taux de malnutrition chronique (retard de croissance) touche environ 42 % des enfants de moins de 5 ans.
- ***L'accès difficile aux services sociaux de base*** : Taux de scolarisation primaire amélioré grâce à la gratuité, mais persistance d'un accès limité à une éducation de qualité, à des soins de santé (couverture sanitaire très faible) et à l'eau potable (seulement une minorité de la population y a accès de manière régulière).
- ***Les infrastructures délabrées*** : Routes, transport, énergie et assainissement figurent parmi les plus déficients au monde. Plus de 70 millions de Congolais n'ont pas accès à l'électricité ; les réseaux routiers sont en très mauvais état, augmentant considérablement les coûts de transport et isolant les territoires.
- ***Le faible revenu des ménages et le chômage structurel*** : Taux de chômage officiel autour de 46 %, avec un sous-emploi massif (73 %) et un taux encore plus élevé chez les jeunes (plus de 65 %). L'économie informelle domine, offrant peu de protection sociale.
- ***L'effondrement du secteur agricole*** : Bien que l'agriculture occupe plus de 70 % de la population active, le secteur de rente s'est effondré, rendant le pays dépendant des importations alimentaires malgré son potentiel.

- **Les phénomènes d'érosion, d'ensablement et de dégradation environnementale** : Particulièrement visibles à Kinshasa et dans les zones urbaines, aggravés par le changement climatique et la mauvaise gestion des déchets.
- **L'insécurité persistante des personnes et des biens** : Conflits armés à l'Est (M23 et autres groupes), insécurité urbaine (phénomène « kuluna ») et criminalité liée à la pauvreté.
- **Les violations des droits des femmes, la marginalisation des personnes vulnérables** (enfants de la rue, personnes handicapées, déplacés internes — plus de 7 millions) et les inégalités de genre.
- **La mauvaise gouvernance et la culture d'impunité** : Corruption endémique, élite capture des ressources, faiblesse institutionnelle et faible alignement des investissements publics avec les priorités de développement.

À Kinshasa et dans de nombreuses provinces, ces défis se manifestent quotidiennement par des coupures prolongées d'électricité et d'eau potable, une hausse chronique des prix des denrées de première nécessité (accentuée par la dépréciation du franc congolais et l'inflation), des migrations internes massives vers les zones minières ou les grandes villes (phénomène Wewa à Kinshasa, exode du Kasai vers le Katanga), et une insécurité urbaine marquée. Ces réalités créent un cercle vicieux :

Pauvreté → vulnérabilité aux conflits → dégradation des services → appauvrissement accru.

Cette situation paradoxale d'un pays riche en ressources mais pauvre en développement humain constitue le cœur de la problématique analysée dans cet article.

I.2.2. Politiques publiques face aux attentes de la population

Dès son arrivée au pouvoir en janvier 2019, le Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a fait du slogan « *Le peuple d'abord* » le fil conducteur de son action gouvernementale. Plusieurs initiatives phares ont été lancées pour répondre aux attentes socio-économiques exprimées par la population, notamment en matière d'accès aux services de base, de sécurité et de réduction des inégalités territoriales.

- **Gratuité de l'enseignement primaire**

Mesure emblématique et constitutionnelle (article 43 de la Constitution), cette réforme constitue l'une des avancées les plus visibles du mandat. Mise en œuvre à partir de la rentrée 2019-2020, elle a permis un transfert massif de pouvoir d'achat vers les ménages (estimé à plus d'un milliard de dollars par an) et une augmentation significative du taux de scolarisation, particulièrement chez les filles et les enfants issus de milieux défavorisés. Des milliers d'écoles ont été construites ou réhabilitées. En 2025-2026, la gratuité reste de stricte application sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les zones difficiles, bien que des défis persistent en matière de qualité de l'enseignement et de paiement des enseignants.

- **Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T)**

Considéré comme le programme phare de la vision présidentielle, le PDL-145T vise à réduire les inégalités entre Kinshasa et l'intérieur du pays en apportant des infrastructures socio-économiques de base dans les territoires ruraux et périurbains. À fin 2025, malgré des contraintes de financement (seulement environ 27 % du budget initial mobilisé), des retards logistiques et sécuritaires, le programme a enregistré des résultats concrets :

- Plus de 550 écoles primaires livrées, bénéficiant à plus de 1,2 million d'enfants ;
 - Près de 316 centres de santé construits et équipés, améliorant l'accès aux soins pour environ 3,9 millions de personnes ;
 - Des dizaines de bâtiments administratifs opérationnels rapprochant l'administration des populations.
- **Sur le plan sécuritaire**
 - Proclamation de l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu en mai 2021, prorogé à plusieurs reprises jusqu'en 2026. Cette mesure a permis certaines opérations militaires, la récupération ponctuelle de territoires et la neutralisation de plusieurs chefs rebelles. Cependant, ses effets restent mitigés face à la persistance des groupes armés (dont le M23) soutenue par le Rwanda et à la crise humanitaire.
 - Lutte contre la délinquance urbaine à Kinshasa et dans d'autres centres, avec le transfert et la réinsertion socio-professionnelle des « kuluna » à Kaniama Kasese (Haut-Lomami).
 - Construction d'infrastructures militaires et policières (hôpitaux, écoles, cantines) pour améliorer les conditions des forces de défense et de sécurité.
 - **Infrastructures de base**
 - **Eau potable** : Inauguration et réhabilitation d'usines de traitement (Kinsuka, Lemba Imbu à Kinshasa), avec une augmentation notable de la production d'eau (jusqu'à 330 000 m³/jour supplémentaires dans la capitale).
 - **Transport en commun** : Acquisition et mise en circulation de nouveaux bus à Kinshasa et dans plusieurs provinces.
 - **Électricité** : Le taux d'accès national est passé de 9 % en 2019 à environ 21,5 % en 2025, grâce à la réhabilitation de centrales (Inga), la mise en service de nouveaux groupes et des projets solaires et hydroélectriques. Des efforts significatifs ont été consentis pour renforcer les réseaux de distribution dans les grands centres urbains.
 - **Autres mesures sociales**
 - Révision à la hausse des pensions de retraite des agents et cadres de l'État ;
 - Promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat (programmes de formation professionnelle, appui aux PME) ;
 - Création de cantines dans les camps militaires et policiers ;
 - Initiatives de couverture maladie et de protection sociale pour certaines catégories vulnérables.

Ces politiques visent à rapprocher l'État des citoyens et à matérialiser l'aspiration populaire au changement. Cependant, leur mise en œuvre reste confrontée à des contraintes budgétaires, logistiques et sécuritaires, ce qui limite leur portée structurelle et leur impact durable sur le vécu quotidien de la majorité de la population.

II. ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES MISES EN PLACE

L'analyse des politiques publiques sous le mandat de Félix Antoine Tshisekedi (2019-2026) révèle un contraste marqué entre les ambitions affichées (« *Le peuple d'abord* ») et les résultats concrets sur le terrain. Malgré des initiatives sectorielles visibles, les contraintes structurelles, les insuffisances opérationnelles et le comportement des acteurs limitent fortement l'impact sur le vécu quotidien de la population.

II.1. Contraintes à l'application des politiques publiques

Le Président Tshisekedi a hérité d'un lourd passif accumulé sous les régimes précédents : insécurité chronique à l'Est, corruption endémique, infrastructures dégradées, grèves sectorielles récurrentes et une économie largement informelle. Ces défis ont été aggravés par plusieurs facteurs exogènes et endogènes.

- **Héritage historique et insécurité à l'Est**

Les conflits armés persistants (plus de 120 groupes armés actifs), l'exploitation illicite des ressources et les déplacements massifs (plus de 7 millions de déplacés internes) ont continué à peser lourdement sur les finances publiques et la cohésion sociale.

- **Instabilité politique initiale**

La coalition fragile FCC-CACH (2019-2020/2021) a limité l'action gouvernementale en raison de blocages institutionnels et de loyautés divergentes. Le Président a mis fin à cette coalition fin 2020 pour former l'Union Sacrée de la Nation, permettant une plus grande marge de manœuvre, mais au prix de tensions politiques persistantes et d'une focalisation sur les questions électorales et institutionnelles.

- **Pandémie de COVID-19**

Elle a provoqué un ralentissement économique, des pertes d'emplois massives, la fermeture d'activités et un accroissement de la pauvreté. Les mesures de confinement et de couvre-feu ont particulièrement affecté les secteurs informels.

- **Incohérences décisionnelles et antivaleurs**

Exemples emblématiques incluent la taxe RAM (perçue comme un rançonnement), des affaires de détournement de fonds (notamment dans la lutte contre le COVID-19) et une tolérance relative face à la corruption. Le train de vie élevé des institutions continue d'absorber une part disproportionnée du budget national au détriment des investissements sociaux prioritaires.

- **Contraintes budgétaires et macroéconomiques**

Bien que la croissance (portée par le secteur minier : environ 5-6 % en 2025) soit réelle, elle reste peu inclusive. Le chômage structurel (46 % officiel, plus de 65 % chez les jeunes) et le faible alignement des investissements publics avec les plans de développement persistent.

Ces contraintes ont rendu la mise en œuvre des politiques plus lente et moins ambitieuse que prévu.

II.2. Insuffisances gouvernementales dans l'amélioration du vécu quotidien

Malgré des efforts notables et visibles, tels que la gratuité de l'enseignement primaire, le Programme de Développement Local des 145 Territoires, la construction d'infrastructures de base et certaines mesures sectorielles, les moyens déployés restent souvent disproportionnés par rapport à l'ampleur des problèmes structurels. Les actions entreprises sont majoritairement sectorielles, ponctuelles et orientées vers le court ou moyen terme, sans parvenir à une transformation structurelle profonde de l'économie ni à une réduction significative et durable de la pauvreté.

- **Moyens disproportionnés et limites de la mise en œuvre**

La lutte contre l'insécurité illustre bien cette insuffisance. L'état de siège proclamé en mai 2021 dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu a permis certaines avancées opérationnelles et récupérations territoriales ponctuelles. Cependant, en 2025-2026, les conflits persistent avec une intensité élevée. Le mouvement M23, soutenu par des acteurs extérieurs dont le Rwanda, a consolidé son emprise sur des zones stratégiques (notamment Goma et d'autres localités du Nord et Sud-Kivu), entraînant une crise humanitaire majeure, des milliers de morts et des millions de déplacés supplémentaires. L'état de siège n'a pas réussi à restaurer durablement l'autorité de l'État ni à mettre fin aux cycles de violence et d'exploitation illicite des ressources.

Concernant le PDL-145T, programme emblématique de la vision présidentielle, les résultats au 31 décembre 2025 restent contrastés. Malgré des infrastructures livrées (écoles, centres de santé, bâtiments administratifs), des retards importants, des problèmes de financement incomplet, des difficultés logistiques, climatiques et sécuritaires, ainsi que des cas d'ouvrages inachevés ou de qualité insuffisante ont été signalés. Dans certaines provinces (ex. Kasai), le taux de réalisation est resté faible, limitant l'impact global sur la réduction des inégalités territoriales.

- **Tolérance face aux antivaleurs et persistance de la corruption**

La corruption et l'impunité demeurent systémiques. Selon le Corruption Perceptions Index (CPI) 2025 de Transparency International, la RDC obtient un score de seulement 20/100, la classant 163e sur 182 pays. Malgré les discours présidentiels et quelques mesures de lutte, les élites politico-économiques continuent de capter une part importante des ressources publiques, au détriment des investissements sociaux. Les affaires de détournement (notamment des fonds liés à la pandémie ou aux marchés publics) illustrent une tolérance qui érode la confiance populaire et réduit l'efficacité des politiques.

- **Focalisation électorale et promesses non tenues**

De nombreuses initiatives semblent davantage motivées par la recherche de visibilité politique et la consolidation du pouvoir que par une réforme structurelle profonde. Des promesses récurrentes (approvisionnement stable en produits de première nécessité, baisse significative des prix, impact massif et rapide du PDL-145T) n'ont été que partiellement réalisées, alimentant frustration et méfiance au sein de la population. Le train de vie des institutions reste élevé, absorbant une part disproportionnée du budget national.

- **Croissance minière non inclusive**

Globalement, la croissance économique soutenue par le secteur minier (autour de 5-6 % en 2025) profite peu aux populations locales. Elle génère des recettes importantes mais crée peu d'emplois formels de qualité, renforce les inégalités et ne s'accompagne pas d'une diversification économique réelle. Le chômage structurel et le sous-emploi massif (plus de 65 % chez les jeunes) limitent fortement les effets multiplicateurs des mesures sociales. La majorité de la population reste cantonnée dans l'économie informelle, avec un impact marginal sur le vécu quotidien.

Ces insuffisances expliquent pourquoi, malgré des avancées sectorielles indéniables, le décalage persiste entre les ambitions affichées et l'amélioration tangible des conditions de vie de la grande majorité des Congolais.

III. CONTRIBUTIONS POUR AMÉLIORER LE VÉCU QUOTIDIEN

Face au lourd héritage des gouvernances antérieures, aux contraintes structurelles persistantes et aux insuffisances identifiées, l'amélioration durable du vécu quotidien du peuple congolais ne peut plus être considérée comme l'apanage exclusif du

gouvernement. Elle exige une synergie réelle et institutionnalisée entre le peuple, le gouvernement et les acteurs politiques (étatiques et non étatiques). Cette approche s'inspire directement de la théorie de l'analyse stratégique développée par Michel Crozier et Erhard Friedberg (1977), qui met l'accent sur la rationalité des acteurs, leurs enjeux respectifs, leurs ressources et contraintes, et la nécessité d'analyser leurs stratégies pour construire des dynamiques collectives efficaces.

Selon cette perspective, les dysfonctionnements ne résultent pas nécessairement de l'irrationalité, mais de stratégies rationnelles d'acteurs poursuivant des objectifs parfois divergents. Une transformation profonde passe donc par la mise en lumière de ces enjeux et la construction d'un jeu coopératif orienté vers l'intérêt général.

1. Le rôle du peuple

Le peuple doit rompre avec une posture paternaliste et passive pour adopter une conception participative et citoyenne. Conscient que son destin est entre ses mains, il doit :

- Opérer des choix rationnels et exigeants lors des échéances électorales, en sanctionnant les acteurs politiques sur la base de leurs résultats concrets en matière de lutte contre la pauvreté, le chômage, l'insécurité et l'amélioration des services sociaux ;
- Participer activement à la mise en œuvre des politiques publiques (suivi citoyen des projets PDL-145T, comités de vigilance locaux, etc.) ;
- Défendre ses droits socio-économiques consacrés par la Constitution, notamment les articles 47 (droit à un environnement sain), 48 (droit au logement décent), 49 (droit à l'éducation et à la santé) et 53 (protection de la famille).

Cette émancipation citoyenne transforme le peuple d'objet politique en sujet et acteur principal de son développement.

2. Le rôle du Gouvernement

Le gouvernement doit revoir ses priorités et méthodes d'action en adoptant une approche plus stratégique et inclusive :

- Élaborer et mettre en œuvre des politiques publiques durables et intégrées, dépassant les approches sectorielles et à court terme ;
- Procéder à une réallocation budgétaire ambitieuse, c'est à dire réduction significative du train de vie des institutions (émoluments, avantages, frais de fonctionnement), plafonnement des dépenses non prioritaires et réorientation des ressources vers les secteurs sociaux de base (éducation, santé, eau, électricité, agriculture) ;
- Renforcer la socialisation politique et l'éducation civique afin de conscientiser la population et les acteurs politiques aux enjeux du développement ;
- Instaurer un mécanisme de suivi-évaluation transparent et participatif des politiques publiques, avec publication régulière des résultats.

3. Le rôle des acteurs politiques

Les acteurs politiques (partis, élus, leaders d'opinion, société civile) doivent jouer un rôle de passeur et de partenaire plutôt que de simples concurrents pour le pouvoir :

- Favoriser un dialogue permanent et structuré entre l'État, la société civile et la population autour des priorités socio-économiques ;
- Multiplier les campagnes de sensibilisation et d'appropriation citoyenne des programmes gouvernementaux ;
- Concevoir et exécuter des projets concrets et localisés en partenariat avec les communautés (modèles inspirés des initiatives de la Fondation G24 de Jean-Marie Lukulasi ou des actions de Liza Nembalemba) ;
- Établir un véritable partenariat Peuple – Acteurs politiques basé sur un cahier des charges socio-économique partagé et vérifiable.

L'adoption d'une approche collaborative et inclusive fondée sur la synergie entre le peuple, le gouvernement et les acteurs politiques offre des bénéfices stratégiques majeurs et multidimensionnels pour le développement de la République Démocratique du Congo :

- ***Lutte collective et efficace contre la pauvreté, le chômage, les migrations forcées et l'insécurité*** : En unissant les efforts, il devient possible de concevoir et de mettre en œuvre des programmes intégrés et territorialisés qui s'attaquent simultanément aux causes structurelles et aux manifestations quotidiennes de la précarité. Cette mobilisation collective permettrait de créer des emplois durables, de relancer le secteur agricole, de sécuriser les zones affectées par les conflits et de réduire les flux migratoires internes forcés, rompant ainsi le cercle vicieux pauvreté-insécurité-développement bloqué.
- ***Renforcement de la bonne gouvernance, de l'État de droit et de la lutte contre la corruption par le contrôle citoyen accru*** : Le suivi actif et organisé de la population, à travers des mécanismes de redevabilité (comités locaux de suivi, plateformes de dialogue, observatoires citoyens), limiterait les pratiques de prédation des ressources publiques. Cette pression citoyenne favoriserait une plus grande transparence dans la gestion budgétaire, la passation des marchés publics et l'exécution des projets, contribuant à restaurer la confiance entre l'État et la société.
- ***Émancipation populaire réelle*** : Le peuple passerait d'un statut de bénéficiaire passif à celui d'acteur principal et co-constructeur de son propre développement. Cette émancipation permettrait aux Congolais de devenir « l'artisan de son développement » et d'écrire sa propre histoire, comme l'appelait de ses vœux Patrice Emery Lumumba dans sa dernière lettre : « Nous devons écrire notre propre histoire, une histoire de gloire et de dignité ». Une telle prise de conscience renforcerait le sentiment d'appartenance nationale et la mobilisation citoyenne durable.
- ***Réduction du fossé entre gouvernants et gouvernés, consolidation de la démocratie et émergence d'une classe politique plus responsable*** : Le dialogue permanent et le partenariat constructif atténueraient les tensions sociales et politiques, tout en favorisant l'émergence d'une nouvelle génération de leaders orientés vers l'intérêt général plutôt que vers les intérêts particuliers, le clientélisme ou la rente. Cela consoliderait les bases d'une démocratie substantielle, fondée non seulement sur des élections périodiques, mais sur une participation effective et une redevabilité continue des dirigeants.

En somme, cette synergie nationale représente un véritable changement de paradigme : elle transforme la gouvernance d'une logique descendante, élitiste et souvent inefficace en une démocratie participative et développementale, seule capable de valoriser le formidable potentiel du pays au bénéfice de l'ensemble de sa population.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse des politiques publiques mises en œuvre sous le règne de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, il ressort que, malgré des efforts réels et des avancées sectorielles visibles, les actions gouvernementales n'ont pas permis d'éradiquer les maux structurels profonds qui affectent le vécu quotidien du peuple congolais. La pauvreté reste massive

(estimée entre 68 % et 73 % selon les sources récentes de la Banque mondiale et de l'INS en 2025-2026), l'insécurité persiste particulièrement dans l'Est du pays, et le chômage structurel ainsi que le sous-emploi massif continuent de toucher une grande partie de la population active, notamment les jeunes.

Certaines mesures phares ont toutefois produit des résultats concrets et méritent d'être soulignées :

- La gratuité de l'enseignement primaire, qui a permis la scolarisation de plusieurs millions d'enfants supplémentaires et constitue un investissement majeur dans le capital humain ;
- Le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), qui a permis la réalisation d'infrastructures de base (écoles, centres de santé, bâtiments administratifs) dans de nombreux territoires ruraux et périurbains longtemps marginalisés ;
- Des initiatives en matière d'infrastructures (usines de traitement d'eau, acquisition de bus urbains, réhabilitation partielle des réseaux électriques) ;
- La proclamation de l'état de siège à l'Est (2021), qui a enregistré des effets mitigés : certaines zones ont été temporairement sécurisées, mais sans résolution durable du problème des groupes armés.

Ces avancées restent toutefois limitées face à l'ampleur des défis. Les principales contraintes identifiées incluent:

- Le lourd passif historique hérité des régimes précédents (destruction des infrastructures, culture d'impunité, exploitation illicite des ressources) ;
- L'instabilité politique initiale et les tensions récurrentes au sein des institutions ;
- La mauvaise gouvernance caractérisée par la corruption endémique, la captation des ressources par les élites et une allocation budgétaire privilégiant le train de vie des institutions au détriment des investissements sociaux prioritaires ;
- L'impact durable de la pandémie de COVID-19 et la nature peu inclusive de la croissance minière.

Globalement, le slogan « *Le peuple d'abord* » s'est traduit par des mesures visibles mais insuffisamment structurelles pour inverser durablement la courbe de la pauvreté et améliorer significativement les conditions de vie quotidiennes de la majorité des Congolais.

Face à ce constat, l'avenir du développement congolais repose sur la mise en place d'une véritable synergie nationale entre le peuple, le gouvernement et l'ensemble des acteurs politiques. Cette approche collaborative, au-delà des clivages partisans, constitue la clé pour un développement inclusif, durable et réellement orienté vers le bien-être de la population.

L'implication collective de tous les Congolais, sans exclusive politique, est essentielle pour que le peuple cesse d'être un simple spectateur ou un tremplin électoral et devienne le véritable artisan de son propre développement. Comme l'appelait avec force Patrice Emery Lumumba, il s'agit pour le peuple congolais d'écrire enfin « *sa propre histoire, une histoire de gloire et de dignité* ».

Cette étude, loin d'être un simple bilan critique, invite à un changement de paradigme, c'est à dire passer d'une gouvernance descendante et souvent clientéliste à une gouvernance participative, responsable et orientée résultats. Seule cette dynamique collective permettra de transformer le formidable potentiel du pays en progrès tangible pour chaque Congolais.

Référence

- [1]. Ambedkar, B. R. (1998). *Démocratie : Principes et réalisation*. Union Interparlementaire.
- [2]. Banque Mondiale. (2025). *Democratic Republic of Congo – Poverty and Equity Brief*. Washington, DC : World Bank Group.
- [3]. Bertelsmann Stiftung. (2026). *BTI 2026 – Congo, DR Country Report*. Gütersloh : Bertelsmann Stiftung.
- [4]. Constitution de la République Démocratique du Congo. (2006). Modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011. Journal Officiel de la RDC.
- [5]. Crozier, M., & Friedberg, E. (1977). *L'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*. Éditions du Seuil.
- [6]. Institut National de la Statistique (INS). (2026). *Enquête sur les conditions de vie des ménages*. Kinshasa : Ministère du Plan.
- [7]. Kibala Kuma, J. (2020). *Pauvreté et chômage en République Démocratique du Congo : Analyses et perspectives*. Université de Kinshasa, Centre de Recherches Économiques et Quantitatives (CREQ).
- [8]. Kuna Maba Mambuku, G. (2013). *Dialogue entre acteurs étatiques et acteurs non étatiques en République Démocratique du Congo*. Fondation Konrad Adenauer.
- [9]. Lumumba, P. E. (2011). *La dernière lettre à sa femme* (17 janvier 1961). Jeune Afrique.
- [10]. Ministère du Plan. (2005). *Analyse participative de la pauvreté en RDC*. Kinshasa : Gouvernement de la RDC.
- [11]. Mény, Y., & Thoenig, J.-C. (1989). *Politiques publiques*. Presses Universitaires de France.
- [12]. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) & Programme Alimentaire Mondial (PAM). (2025). *Rapport sur l'insécurité alimentaire en RDC (IPC)*.
- [13]. PNUD. (2025). *Rapport sur le développement humain – RDC*. New York : Programme des Nations Unies pour le Développement.
- [14]. PNUD. (2026). *PDL-145T : Rapport d'étape 2025 et perspectives 2026*. Kinshasa : PNUD RDC.
- [15]. Présidence de la République Démocratique du Congo. (2019). *Discours d'investiture du Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo*.
- [16]. Transparency International. (2026). *Corruption Perceptions Index 2025*. Berlin : Transparency International.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ	971
INTRODUCTION	971
I. NOTIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES ET STRATÉGIES DES ACTEURS	973
I.1. Notion de politique publique	973
I.2. Stratégies politiques et attentes populaires à la croisée de chemin	974
I.2.1. Identification des problèmes socio-économiques du peuple congolais	974
I.2.2. Politiques publiques face aux attentes de la population	975
II. ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES MISES EN PLACE	976
II.1. Contraintes à l'application des politiques publiques	977
II.2. Insuffisances gouvernementales dans l'amélioration du vécu quotidien	977
III. CONTRIBUTIONS POUR AMÉLIORER LE VÉCU QUOTIDIEN	978
CONCLUSION	980
BIBLIOGRAPHIE	
TABLE DES MATIERES	983